



GENERAL ASSEMBLY ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ASSEMBLEIA GERAL جمعية عمومية

#CODESRIA14

Creating African Futures in an Era of Global Transformations:

Challenges and Prospects

Créer l'Afrique de demain dans un contexte de transformations mondialisées :

enjeux et perspectives

Criar Futuros Africanos numa Era de Transformações Globais:

Desafios e Perspetivas

بعث أفريقيا الغد في سياق التحولات المعولمة :

رهانات و آفاق

Expatriation et développement : l'investissement des universitaires africains en poste en Amérique du Nord dans le renforcement des institutions de recherche scientifique en Afrique

Abdoulaye Guèye



CODESRIA

08 - 12 June / Juin 2015

Dakar, Senegal



Liminaire

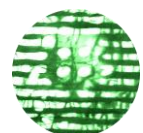
Chaque génération est investie d'une mission, et à charge pour elle de la remplir ou de la trahir, écrivait Fanon¹. L'élite intellectuelle africaine, même en contexte d'expatriation, ne semble jamais avoir douté que cette remarque lui était adressée. Ainsi, dans un article publié il y a plus de trente ans dans *Jonction*, une revue financé et éditée par de jeunes intellectuels africains en formation en France dont il faisait partie, Hamidou Dia, alors fraîchement agrégé de philosophie et aujourd'hui conseiller spécial du président Macky Sall sur les affaires cultures, en faisait le rappel à ses camarades². De fait, depuis sa naissance, et en conformité avec la remarque de Fanon, cette élite s'est assignée la mission d'œuvrer au développement de l'Afrique et à sa promotion dans le cercle des grandes puissances politiques, culturelles et économiques. La naissance de *Présence africaine* elle-même s'y inscrit. Qui plus est, en 1953, dans les colonnes de cette revue, de jeunes intellectuels en séjour d'études en France dont Majemout Diop, s'assignait la responsabilité de rendre à l'Afrique son indépendance considérée comme étant « l'unique issue » cet objectif. Dans une étude pionnière de Jean Pierre Ndiaye, les étudiants noirs en France interrogés par ses soins affirmaient leur attachement à cette mission. L'écrasante majorité exprimait ainsi son impatience de terminer ses études pour enfin aller s'atteler entièrement à la réalisation de cette mission qu'elle considérait comme un devoir envers la « mère patrie ». L'indépendance devenue effective, ce devoir fut sans cesse réactualisé rappelé dans les écrits des uns et des autres. Ancien secrétaire général de la FEANF, Sékou Traoré, professeur guinéen de mathématiques en exil à l'université Marien Ngouabi, insistait dans une série d'ouvrages sur les « responsabilités historiques des étudiants africains » parmi lesquelles ce celui de s'investir corps et âme à l'indépendance totale et au développement de l'Afrique. Dans une veine marxiste révolutionnaire mâtiné de panafricanisme, il béatifiait sur l'autel du patriotisme désintéressé les camarades de la FEANF dont Osende Afana, qui ont fait don de leur vie au sein des maquis et guérillas africains, et clouait au pilori de la trahison ceux ayant fait le choix d'un « exil doré en France », se coupant volontairement ainsi, selon lui, de la marche du continent³.

Un large écho rencontre cette position normative, hors de la sphère spécifiquement intellectuelle. Depuis les années 1990, cependant que les crises politiques et économiques ravagent le continent, et obèrent ses chances de décollage, des initiatives, souvent politiques, se succèdent en vue d'associer la diaspora aux politiques nationales de redressement de l'Afrique. Des pays dont le Nigeria, le Ghana et l'Éthiopie ont multiplié les efforts pour recenser et mettre en liaison avec les autorités locales, leurs citoyens expatriés dans le but de réfléchir en vue de leur participation aux projets nationaux. À l'échelle continentale, l'initiative de l'Union africaine de se connecter à la diaspora élevée au rang de sixième région économique du continent atteste d'une volonté de l'engager plus méthodiquement et

¹ F. Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 2002 [réédition].

² H. Dia, « » in *Jonction*, noXX, pp.XXX

³ S. Traoré, *Responsabilités historiques des étudiants africains*, Paris, Anthropolos, 1978.



formellement dans l'organisation politique et économique du continent. Une démarche probablement inspirée par l'ampleur de l'émigration africaine, ainsi que de la hauteur du capital financier qu'elle injecte dans le circuit économique africain chaque année. (http://www.culturaldiplomacy.org/experienceafrica/index.php?en_the-african-diaspora).

Peut-être la première traduction concrète de cette démarche est l'organisation par la même organisation panafricaine, sous le patronage des chefs d'États Wade et Obasanjo, de la conférence des «intellectuels africains de la diaspora» tenue à Dakar en octobre 2004, avec pour objectif de réunir scientifiques et autorités politiques en vue de réfléchir aux moyens et stratégies de faire de l'Afrique un joueur de taille dans la nouvelle configuration économique et géopolitique du 21^{ème} siècle. Composante certainement minoritaire de la diaspora africaine, mais non moins influente, cette élite intellectuelle se trouve ainsi remise en selle au vingt-et-unième siècle, comme lors des années 1950. Pour reprendre la belle formule imagée du roi dahoméen Ghezo, au plus fort de la crise de son royaume, formule que la FEANF a faite sienne à travers le logo de son organe d'informations, *L'Étudiant d'Afrique noire*, cette élite est appelée aussi bien par les autorités politiques que par l'intelligentsia locale à venir prêter les doigts de ses deux mains pour boucher les trous de laalebasse nationale percée en vue de sauver leur pays⁴.

La diaspora dans la littérature contemporaine

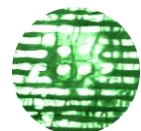
L'analyse des dynamiques en cours en Afrique a depuis longtemps cessé d'être soumise à l'approche que Wimmer et Schiller qualifient de « méthodologie nationaliste » [methodological nationalism], celle qui fait de l'état-nation l'entité naturelle d'analyse des dynamiques collectives⁵. S'est progressivement imposé une vision transnationale des questions africaines. Cette vision était déjà perceptible dans des écrits du vingtième siècle. Ainsi, dans *The Conservation of races*, le sociologue et activiste, W.E.B. Du Bois, établissait un lien clair entre l'émancipation politique de l'Afrique et l'avancement sociopolitique de la première diaspora noire, à savoir cette frange américaine qui, selon lui, était la locomotive du monde noir en général en raison de son niveau d'éducation et son assimilation aux idéaux et principes de la modernité⁶. Récemment, l'historien américain Peniel Joseph, dans son analyse du « Black Power movement », fait état d'une conviction similaire de la part de penseurs issus de l'Afrique. Devenu proche du jeune révolutionnaire noir, Stokely Carmichael, le théoricien du consciencisme et premier président déchu du Ghana, Kwame Nkrumah, révèle Joseph, s'était ouvert à lui que l'Afrique adviendra nécessairement de l'engagement significatif de la diaspora dans le continent⁷.

⁴ Cette image avait été détournée en devise par la FEANF qui la faisait figurer comme logo sur tous les numéros de son organe *L'Étudiant d'Afrique noire*.

⁵ A. Wimmer et N.G. Schiller, "Methodological Nationalism, the Social Sciences, and the Study of Migration: an Essay in Historical Epistemology", *International Migration Review*, 37 (3), 2003.

⁶ Voir D. Levering Lewis, *W.E.D. Du Bois: A Biography*, New York, Henri Holt and Cie, 2009 [réédition].

⁷ P. E. Joseph, *Stokely: A Life*, Holt, New York, Basic Civitas, Holt, 20014.

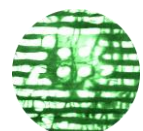


Sur cette vision militante s'est construite une approche rigoureusement scientifique que le concept de diaspora est venu matérialiser. Dans cette approche s'inscrit une littérature féconde qui porte spécifiquement sur la diaspora intellectuelle africaine. De manière schématique, cette littérature actuelle se partage essentiellement entre deux groupes de travaux. La première se soucie notamment des dynamiques diasporiques en cours durant la période impérialiste/coloniale, et la seconde des dynamiques postcoloniales. Le livre de B. H. Edwards figure probablement parmi les meilleurs exemples du premier. S'appuyant sur le cadre théorique fourni par Stuart Hall, Edwards montre comment les réseaux d'intellectuels noirs (composés d'Africains, d'Antillais et d'Haïtiens et de Noirs américains) basés à Paris s'évertuaient par le biais de revues à produire une identité noire déterritorialisée, d'une part, et à favoriser par la circulation vers l'Afrique des idées subversives développées en leur sein la germination en terre africaine d'un mouvement anti-impérialiste, condition à l'émancipation du continent⁸.

Le second groupe de travaux, qui a connu un développement fulgurant au cours des années 1990 et 2000, s'est surtout efforcé de démontrer et de jauger la liaison entre la diaspora africaine et le continent. Les travaux de Jean-Baptiste Meyer, Robin XX, en sont quelques exemples. Ces auteurs critiquent la théorie classique de la fuite des cerveaux qu'ils reprochent de s'être enfermé non seulement dans un nationalisme méthodologique, mais surtout dans une lecture anachronique de la migration comme étant un système de vases communicants où le gain de l'un est proportionnel à la perte de l'autre. À partir du concept d'« option diaspora », ils proposent une analyse de la migration qui ne soit ni un processus linéaire ni vertical mais plutôt circulaire, processus dans le cadre duquel le pays de départ est tout à la fois pourvoyeur et bénéficiaire de ressources. La force de travail et la matière grise que ce pays pourvoie à un pays autre lui reviennent sous forme d'expertise scientifique, de ressources financières, d'équipements matériels, etc.

Ces travaux s'efforcent de rendre compte des procédures et mécanismes de liaison des Africains expatriés avec leur continent. Toutefois, une certaine uniformisation des actions et des idées des acteurs s'y dégage qui prêterait à la suspicion. De même l'Afrique, lorsqu'il y est fait référence, fait figure d'un réceptacle indéterminé, d'un creuset homogène et uniforme qui accueille les idées, les normes et les ressources envoyés d'outre-Atlantique par ses expatriés. L'Afrique n'y est ainsi pas un conglomérat d'acteurs ayant des intérêts, des visions et des connexions différents et inégaux ; elle y est elle-même l'actrice en dialogue direct avec cette diaspora. De même les acteurs ne semblent exprimer aucune différence de statut, d'orientation idéologique, etc. Dans la plupart de ces travaux, les matériaux d'analyse consistent souvent en des anecdotes, trahissant ainsi une volonté de faire l'économie de la collecte de données factuelles sur le sujet. Qui plus est, parfois un certain normativisme y prédomine. En effet, il y est plus question de se demander « que faut-il faire ? » que de s'évertuer à montrer ce qu'il se

⁸ B. H. Edwards, *The Practice of Diaspora, Literature, Translation, and the Rise of Black Internationalism*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2003



passé. Peut-être les seules exceptions dans ce groupe sont l'ouvrage de Gueye⁹ et rapport de Zeleza soumis à la Carnegie Corporation qui se soucient en priorité de ce que font ces intellectuels, plutôt que de ce qu'ils doivent faire¹⁰.

Ces limitations de la littérature actuelle justifient à elles seules une nouvelle étude sur la diaspora intellectuelle africaine. Celle-ci se souciera en priorité d'administrer sur la base de données empiriques la preuve d'un investissement de cette diaspora intellectuelle en Afrique, d'en tracer les circuits - c'est-à-dire de quel(s) individu à quel(s) autre(s) -, d'en caractériser les formes et enfin, de rendre raison de ses déterminants sociologiques, et enfin d'esquisser un cadre théorique ancré apte à rendre compte de la complexité de cette dynamique d'engagement.

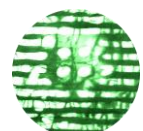
De manière arbitraire, l'étude portera uniquement sur la fraction universitaire de cette diaspora intellectuelle. Premièrement, cette approche fragmentaire a des vertus heuristiques. La multiplication des travaux adoptant une telle approche de la diaspora – c'est-à-dire se focalisant particulièrement sur une catégorie socio-professionnelle donnée de cette diaspora – offrira des possibilités de comparaison inespérées.

Deuxièmement, le choix de la diaspora universitaire se justifie au moins doublement. D'abord, dans le cadre de la globalisation où les politiques qui régissent la circulation internationale sont plus que jamais discriminatoires, l'élite que constituent les universitaires jouit d'un privilège inouï. Plus que la grande majorité des catégories professionnelles, elle peut en effet se déplacer à travers les frontières avec une plus grande facilité. Ensuite, cette diaspora connaît une croissance exponentielle depuis les années 1980. Bénéficiant d'un séjour d'études dans les grands centres universitaires du monde, des centaines d'Africains ont, par la suite, converti leur statut d'étudiant en celui d'enseignant-chercheur à temps plein dans une institution universitaire étrangère, tandis que certains d'entre eux, de retour au continent après leurs études pour y exercer ont finalement été débauchés par des universités d'Occident et d'ailleurs¹¹. Au sein de cette population d'expatriés, la proportion installée aux Etats-Unis et au Canada présente des caractéristiques particulières. D'une part elle est la plus représentative de toutes : les deux principales entités linguistiques de l'Afrique, soit la francophone et l'anglophone, y cohabitent, sans mentionner la représentation certes faible mais non moins réelle de l'entité lusophone. D'autre part, elle est la plus importante de toutes au plan démographique. En 2002, selon les données de *Statistics Canada* que j'avais recueillies 124 ressortissants de l'Afrique sub-saharienne étaient intégrés au corps professoral à plein temps des universités canadiennes. En 2008, le nombre d'universitaires en poste dans ce pays, y compris

⁹ A. Gueye, *Les intellectuels africains en France*, Paris, L'Harmattan, 2001.

¹⁰ P. T. Zeleza, *Engagements between African Diaspora Academics in the US and Canada and African Institutions of High Education: Perspectives from North America and Africa*, New York, 2013

¹¹ A. Gueye, "Dark Side of the African Brain Drain: Experiences of Africans Holding Doctoral Degree in Social Sciences and Humanities Living in France", *African Issues*, 30 (1), 2002.



cependant les ressortissants de l'Afrique du Nord, s'élevait à 297¹². Un rapport de 1999 remis au SSHRC de New York établissait que 35% des Africains ayant reçu leur doctorat d'une université américaine ou canadienne occupaient par la suite un poste universitaire dans ces pays¹³. Enfin le rapport plus récent réalisé par Zeleza estime entre 20.000 et 25.000 le nombre d'Africains membre du corps professoral dans les universités et collèges américains¹⁴. Par comparaison à la France et au Royaume Uni, ces chiffres sont indéniablement élevés. Les travaux de Gueye ont montré que les universités françaises n'enrôlent pas plus de vingt Africains spécialistes des sciences humaines et sociales. Au Royaume Uni, les données citées dans le documentaire « Almost Absent from the Academy » de Nathan Richards, qui s'appuie sur les sources de la Higher Education Statistics Agency, indiquent une présence moins élevée des Africains dans le corps professoral de ce royaume. En effet, sur les 18.550 professeurs d'université que compte le pays seulement 85 sont des chercheurs noirs en provenance soit de l'Afrique soit des Caraïbes. À supposer qu'un seul caribéen figure parmi ces 85 professeurs, le résultat ne suffit pas pour autant pour permettre à cette diaspora au Royaume Uni d'égaliser statistiquement la diaspora universitaire africaine au Canada ou aux Etats-Unis. Au vu de ces chiffres, force est de reconnaître que, comparativement, le contexte nord-américain se prête mieux à une nouvelle étude apte à renouveler la littérature sur le rapport de la diaspora africaine avec le continent et à éclairer les motivations et règles qui fondent cet échange. Le contexte nord-américain est encore d'autant plus approprié comme cas d'étude qu'il constitue celui d'un pouvoir universitaire tant au regard du classement mondial des universités que de la position d'ensemble des universitaires africains dans leur sphère d'activité. Dans le classement universitaire mondial de 2013 du *Times High Education*, les États-Unis et le Canada se trouvent parmi les pays les plus significativement représentés dans le top 50, en compagnie du Royaume Uni. Ce classement, à lui seul, traduit un niveau de pouvoir d'influence et un contrôle de ressources financières indéniables sur le plan universitaire mondial.¹⁵ Quant à la diaspora universitaire africaine, il n'existe aucune région du monde extra-africain où sa position professionnelle et sa visibilité sont aussi remarquables qu'en Amérique du Nord. Le nombre d'universitaires africains bénéficiaires d'une chaire d'enseignement et de recherche est en croissance régulière, et inclut plusieurs chercheurs ayant mené une (grande) partie de leur carrière sur le continent avant d'avoir été recruté en Amérique du Nord¹⁶. On peut ainsi faire l'hypothèse que si les avantages comparatifs que

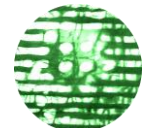
¹² Ces données de Statistics Canada sont citées P.T. Zeleza, op. cit. p.5.

¹³ M. Pires, R. Kasimir, M. Brhane, *Investing in Return: Rates of Return of African Ph.D.'s Trained in North America*, SSHRC, 1999.

¹⁴ P. T. Zeleza, *Engagements Between African Diaspora Academics in the US and Canada and African Institutions of Higher Education: Perspectives from North America and Africa*, New York, 2013, p.7.

¹⁵ Voir la réaction de la ministre française de l'Enseignement supérieur, Geneviève Fioraso, dans l'article de I. Rey-Lefebvre, "Classement mondial: les universités françaises maintiennent leur rang", *Le Monde*, 15 août 2014.

¹⁶ Pour n'en citer qu'une poignée : Anthony Appiah à Princeton University (jusqu'à son transfert en janvier 2014 à la New York University) ; Jean Godefroy Bidima à Tulane University, Justin Bisanswa à l'Université Laval, Mamadou Diouf à Columbia University, Toyin Falola à University of Texas, Austin ; Ousmane Kane à Harvard



représentent cette visibilité et cette position de pouvoir dont bénéficient cette entité nord-américaine ne favorisaient néanmoins pas un investissement de la diaspora en Afrique, un engagement des expatriés établis dans un pays offrant le moins d'avantages serait alors invraisemblable.

Troisièmement, l'articulation de la formation universitaire avec le développement constitue une constante difficile à remettre en question non seulement dans le discours politique, mais aussi dans la littérature scientifique. Depuis, au moins la première conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine en 1962, le développement du continent a été subordonné à l'accroissement du nombre et de la qualité des institutions d'enseignement supérieur ainsi que ceux des étudiants formés dans ces institutions. Lors de cette conférence, l'objectif ambitieux – pourtant finalement réalisé – de doubler le nombre de diplômés de l'université avant 1970 figurait parmi les conclusions des conférenciers. Autant que celle des cadres formés dans les universités africaines en croissance statistique nette tant dans le nombre des infrastructures que celui des étudiants, la contribution des Africains formés à l'étranger était fortement sollicitée. Cette mouvance n'a fait que se renforcer dans les années postérieures à mesure que l'Afrique s'exposait à une série de crises économiques et politiques : le concept d'« université de développement », comme le montre Babacar Sall rendant compte de la dynamique universitaire sénégalaise plus spécifiquement, s'imposait alors dans le jargon des politiques pour rappeler encore plus clairement, comme si besoin était, que la mission des universités et de ceux qu'elles forment, est de propulser l'Afrique au rang des pays développées¹⁷. L'université Abdou Moumouni, où j'ai mené une partie de mes enquêtes pour cette étude, se présente ouvertement dans ses brochures officielles et sur son site officiel comme « Une université au service du développement »¹⁸. Et en Afrique du Sud, révèle Mercy Brown, « lorsque les institutions universitaires font une demande d'accréditation de leur programmes d'enseignement auprès de la South African Qualification Authority (SAQA), elles doivent surtout prouver que leurs enseignements répondent aux besoins du développement national »¹⁹.

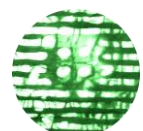
Enfin, la corrélation entre développement socioéconomique et l'existence d'une population hautement qualifiée a régulièrement été étayée dans des travaux académiques portant à partir d'études de cas dont la Corée du Nord et la Finlande. La théorie principale qui structure ces travaux, que les auteurs se réclament de l'héritage marxiste ou dans la pensée libérale, est que l'implantation d'un système de formation universitaire est un facteur nécessaire au développement économique, même si plusieurs chercheurs tiennent à souligner qu'elle ne constitue pas le seul facteur et suggèrent que l'on prête attention à une diversité de variables

University, Mahmood Mamdani à Columbia University, Valentin Y. Mudimbe à Duke University Tejumola Olaniyan à Wisconsin Madison, Lamin Sanneh à Yale University.

¹⁷ B. Sall, «De l'université "sous-développée" à l'université de "développement" au Sénégal: identités conflictuelles et productions universitaires», *Genève-Afrique*, XXVII (2), 1990.

¹⁸ Nyerere, *Présence africaine*

¹⁹ M. Brown, *op.cit.* p.5.



dont la période sous étude, les filières d'éducation et les expertises transmises²⁰. Krueger et Lindahl, par exemple, mettent en garde contre la généralisation, ils montrant que surtout « l'éducation est statistiquement significative et positivement associée à une croissance subséquente seulement dans les pays où le niveau d'éducation est le plus bas »²¹. L'Afrique tombant dans cette catégorie de pays, leur conclusion est apte à encourager les États africains à s'allier leur diaspora universitaire pour accélérer par exemple la production de diplômés sur le continent.

Le quasi-consensus autour de la relation entre la croissance (ou développement économique, selon les termes utilisés) et la formation universitaire dans les discours politiques comme les travaux académiques a débouché sur une analyse du phénomène dit de la fuite des cerveaux qui polarisa la recherche dès la fin des années 1960. D'un côté se dégage une analyse marxiste, et de l'autre une analyse libérale. Davantage structuralo-fonctionnaliste, l'analyse marxiste déduit de cette relation une théorie du sous-développement. La fuite des cerveaux bénéficierait alors aux pays d'accueil qui exploitant l'expertise professionnelle des immigrants intégrés dans le système de production de biens accroît donc l'avance des pays développés et ainsi privent les pays en développement de cette expertise vitale dont ils ont assuré par ailleurs les frais de production à travers bourses d'étude et/ou construction d'infrastructures scolaires et universitaires. Un des adeptes les plus controversés de cette approche, Baghwati, propose ainsi que les pays d'accueil versent une taxe aux pays de départ, en guise de compensation de la perte subie. Plus individualiste, la théorie libérale de la fuite des cerveaux s'attache, elle, spécifiquement à relever les avantages que tire l'acteur social de cette démarche pour son propre épanouissement personnel, assuré qu'il est, par le droit de circuler librement, il peut obtenir la meilleure rémunération de son savoir-faire.

Au regard de la discussion qui précède, la question de l'investissement des universitaires africains expatriés en Afrique est pertinente et appropriée. Cette communication entend s'y atteler rigoureusement. Les questions de recherche qui la structure sont les suivantes : quelles dispositions matérielles ou idéologiques poussent les universitaires de la diaspora à s'impliquer dans le processus de production et de transmission de savoirs sur le continent africain, sachant qu'ils pourraient du fonctionnement de l'Université en Afrique sans encourir de risques graves sur leur carrière ? Sous quelles formes se présente leur intervention ? Enfin, quels déterminants sociologiques président au choix des interlocuteurs directs à travers qui passe l'engagement pour l'Afrique ? Dans la plupart des travaux pionniers, un certain normativisme traverse l'argumentation des auteurs. Il est communiqué par le concept de sentiment patriotique, de patriotisme. Or

Deux arguments originaux charpentent cette communication. D'abord, l'exercice de la

²⁰ Craig Holmes, "Has the Expansion of Higher Education Led to Greater Economic Growth", *National Economic Institute Review*, 224 (1), 2013.

²¹ Cité par Ph. Aghion & al., *The Causal Impact of Education on Economic growth : Evidences from US*, working paper, mars 2009.

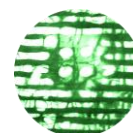


profession universitaire, en Amérique du Nord plus spécifiquement, est au confluent de l'individualisme et du collectivisme. L'individualisme ressortit en grande partie à l'institutionnalisation d'un mécanisme de compétition qui, au delà de la phase de recrutement *per se*, impose une performance académique régulièrement remarquable tant pour l'obtention de la permanence dans le poste obtenu (*tenure*) que pour l'accès à des privilèges et distinctions dont une chaire de recherche ou d'enseignement (*endowed chair*), des prix, des subventions de recherche, etc. Le collectivisme, quant à lui, résulte du fonctionnement contemporain de la profession universitaire. À l'instar de la production industrielle, l'hyper spécialisation s'est aujourd'hui substituée à l'encyclopédisme des générations postérieures au sein de l'Université. Le temps court de la spécialisation professionnelle qui résulte d'enjeux de carrière s'est imposé sur le temps long de l'érudition. Preuve éclatante en est l'abolition en France du doctorat d'État - qui pouvait occuper un chercheur la moitié de ses années effectives de recherche universitaire et l'amener à explorer une diversité de disciplines - au profit de l'universalisation du modèle du Ph. D. qui dure cinq ans en moyenne. Or comme les questions de recherche n'ont pas cessé d'être complexes, comme les terrains d'enquête se complexifient cependant que les enjeux de carrière rendent les chercheurs sensibles au chronomètre, le travail d'équipe devient de plus en plus nécessaire. D'où, l'indispensabilité de l'interdisciplinarité ou de la multidisciplinarité et parfois de l'association avec un correspondant de recherche local qui devienne le double de l'universitaire éloigné que ses lourdes charges administratives et ses tâches d'enseignement et supervision d'étudiants ne lui permettent plus de séjourner pendant vingt-quatre mois entiers sans discontinuer dans une société autre celle de sa résidence permanente.²² Cette stratégie est dans une large mesure indiquée pour combler les carences de formation générées par les réformes universitaires successives. Comme l'ensemble de leurs collègues, les expatriés évoluent aussi et planifient leurs carrières professionnelles dans les limites de ces contraintes structurelles. Leurs relations avec le système universitaire en Afrique, les formes et niveaux de leur implication dans le fonctionnement de ces structures doivent être analysées en gardant en tête cette réalité sociologique. Car comme le soutient Bourdieu²³, les acteurs sociaux évoluent en société mais surtout aussi dans un champ, c'est-à-dire un microcosme social donné, lequel sans constituer un isolat, fonctionnent tout de même sur la base de règles internes et donc de manière relativement autonome.

Le deuxième argument s'articule étroitement au précédent : l'échange de la diaspora avec l'Afrique est à analyser en rapport avec le fonctionnement du champ professionnel dont ils participent. Les universitaires font partie intégrante d'un univers professionnel où le processus de socialisation implique des relations d'échange qui tantôt prend la forme d'un don forcé, d'un retour de don, d'une solidarité spontanée indemne de calculs *a priori* ; tantôt manifeste ou induit une égalité ou une inégalité entre les partis. Ces acteurs ne s'y conforment pas

²² Les séjours de douze mois consécutifs ou plus à l'étranger sont devenus le privilège des doctorants. Une fois qu'ils obtiennent un poste, les universitaires peuvent rarement se permettre de longues absences pour le terrain.

²³ Bourdieu, *Science de la science et réflexivité*, Paris, Seuil, 2001.



toujours par humanisme/philanthropisme, mais souvent parce que cet échange est nécessaire à la reproduction de la profession universitaire, et en est même une de ses règles de fonctionnement. L'universitaire contemporain consacre ainsi, en plus de ses obligations d'enseignement, de recherche et d'administration, un temps significatif à des tâches qu'il n'est pas tenu d'exécuter selon les clauses de son contrat. Ainsi la rédaction de lettres de références qu'il tente de rendre le plus favorable possible pour des (anciens) étudiants ou collègues en quête d'une bourse ou d'un emploi, l'évaluation non rémunérée d'article, de manuscrits de livres soumis pour publication, de projets de recherche présentés en vue de l'obtention d'une bourse ou d'une subvention de recherche. Autant d'actions oblatives qui légitiment et crédibilisent la compétition au sein de l'Institution universitaire et contribuent au renouvellement des connaissances scientifiques.

Le cadre théorique apte à intégrer les deux arguments en question ici procède d'un alliage des théories de l'échange développées dans les ouvrages de Godelier²⁴, Weiner²⁵, Mauss²⁶, et Lévi-Strauss²⁷, d'une part, et de la théorie de l'embeddedness (incorporation), d'autre part. Je commencerai d'abord par définir l'échange, sous l'inspiration de Lévi-Strauss²⁸, comme la circulation de choses matérielles ou immatérielles d'un individu à un autre. L'échange n'exige pas nécessairement la réciprocité et revêt plusieurs formes. Comme l'indiquent Mauss puis Godelier, il peut consister en un geste généreux, ou contraint, ou intéressé. Il est contraint parce que la reproduction du système d'organisation social dans lequel s'intègre l'individu requiert à la fois rivalité et solidarité entre ses membres²⁹. La solidarité suppose que les plus nantis, les plus aisés consentent quelques sacrifices pour le bien-être collectif. L'échange se manifeste aussi comme un don intéressé, non nécessairement du fait que le donateur s'attende expressément de la part du receveur à une rétribution égale ou supérieure en échange de ce qu'il offre, mais du fait que l'organisation sociale elle-même invente des mécanismes de rétribution (parfois matérielles ou souvent symboliques) sociale de l'acte. Ainsi le statut extraordinaire que le donateur pourrait acquérir aux yeux de ses concitoyens à travers l'accès à un titre, un honneur, à une visibilité sociale supérieure à celle de la population moyenne, etc. C'est me semble-t-il ce dont le livre de Lamont sur les jurys de bourses rend compte : sacrifiant leur propre travail en siégeant dans des jurys qui leur coûtent des journées entières qui auraient dû consacrées à leur propre activité de recherche, ces universitaires y consentent volontiers pour des raisons variées dont l'objectif de renforcer leur identité d'expert, la

²⁴ M. Godelier, *L'énigme du don*, Paris, Fayard, 1996

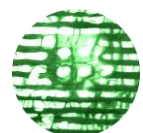
²⁵ A. Weiner, *Inalienable Possession: The Paradox of Keeping-While-Giving*, Berkeley, University of California, 1992.

²⁶ M. Mauss, *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1985 [réédition]

²⁷ C. Lévi-Strauss, *Les structures élémentaires de la parenté*, Paris, PUF, 1949

²⁸ C. Lévi-Strauss, *op.cit.*

²⁹ G. Nicolas, "Compte rendu de Maurice Godelier, *L'énigme du don*", in *Cahiers d'études africaines*, vol. 37, no145, 1997.



confirmation de leur propre autorité dans leur champ, etc.³⁰ A supposer d'ailleurs qu'un mécanisme social de rétribution symbolique de leur effort ne vienne intervenir dans l'échange, le fait, comme le rappelle Bourdieu que « le don oblige [celui qui reçoit] », et que le donateur lui-même ait conscience de cette obligation, transforme en effet son geste en un geste intéressé, si par définition l'intérêt, surtout dans son acception économique, suppose toujours un effet, une conséquence positive en retour.

L'intérêt pour notre communication, de la théorie des échanges chez Mauss et Godelier, est d'articuler don (sous forme de l'oblativité) et sacré. Justement ces concepts de sacré et d'oblativité méritent attention car l'intervention des expatriés répond pour partie à une injonction idéologico-éthique qui procède de la notion même de patriotisme. Le patriotisme, selon Rorty³¹, c'est l'expression de la dévotion à la patrie. Dans son expression extrême, il consacre la supériorité de la patrie sur toute autre chose, y compris le citoyen. Or cette supériorité même, selon Durkheim, est un critère fondamental de définition du sacré³². Le fait que les pays puissent encore condamner à une peine de prison lourde, voire à mort leurs propres concitoyens pour trahison d'État, alors que la trahison de son propre père ou de sa propre mère ne génère pas une peine similaire contre le traître explique largement la supériorité de la patrie. Cette supériorité intègre une dimension sacrée ainsi que la logique de l'oblativité dans la mesure où mêmes les démocraties les plus avancées justifient encore, sinon exigent de leurs propres citoyens qu'ils fassent don de leur vie à la patrie – par la participation à la guerre – pour sauver celle-ci³³. Dans l'univers narratif des intellectuels africains, le patriotisme est une notion à la fois prescriptive et descriptive. Il y est fait référence tant pour décrire que pour prescrire la posture d'oblat.

Ce cadre théorique ici proposé suggère une articulation de la théorie de l'échange et celle de l'incorporation (embeddedness). Analysant le processus d'accès à un (nouvel) emploi, Granovetter montre que les relations interpersonnelles créées par l'individu s'avèrent en fait beaucoup plus efficaces pour la réalisation de cet objectif que ne le sont les cadres formels et dépersonnalisés tels que les annonces publicitaires dans les colonnes des journaux, les agences d'emploi, etc. L'idée quintessentielle de cette théorie est simplement que les actions et les trajectoires des individus, mêmes celles d'ordre professionnel, s'inscrivent dans des relations sociales interpersonnelles, que celles-ci se construisent à l'origine au sein ou en dehors d'institutions. Par une réinterprétation de cette idée, je suggère que l'intervention des universitaires africains de la diaspora en Afrique ne se déploie pas strictement à partir d'une conception abstraite de l'Afrique, même si cette entité vaste, protéiforme et hétérogène apparaît, dans leur discours, comme l'objet et la bénéficiaire de leurs actions. En réalité, cette

³⁰ M. Lamont, *How Professors Think: Inside the Curious World of Academic Judgment*, Cambridge MA, Harvard University Press, 2009.

³¹ R. Rorty, *Achieving our Country: Leftist Thought in Twentieth Century America*, Cambridge MA, Harvard University Press, 1999.

³² E. Durkheim, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, PUF, 1968 [réédition].

³³ Nous pouvons penser à toutes ces démocraties où la conscription est obligatoire, ainsi Israël et la Suisse.



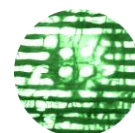
intervention bénéficie et s'adresse à des individus et des cercles bien précis, dont le parcours a souvent directement croisé celui de l'universitaire expatrié. Seulement par le fait d'une figure de discours et d'une synecdoque, ces individus ou cercles *deviennent* l'Afrique.

Méthodologie

Les résultats de cette étude proviennent de l'analyse d'une partie des données d'enquêtes effectuées au Canada et aux États Unis, d'une part, et en Afrique d'autre part. Mais seules les données recueillies en Afrique ont été retenues pour cette communication. La contrainte de temps en est une des raisons. Mais la plus importante est d'ordre méthodologique : réduire au maximum le risque d'être mystifié tant par ma propre expérience, en tant qu'universitaire sénégalais expatrié, que par mes propres collègues expatriés. Compte tenu de la valeur positive associée à l'engagement pour l'Afrique, il n'est pas exclu que les universitaires de la diaspora se prévalent d'une générosité en réalité fictive. L'entretien avec leurs collègues basés en Afrique permet à la fois de prendre la mesure de la factualité de leurs échanges. L'enquête en Afrique augmente en outre les chances de découvrir des dimensions de l'échange qui ne sont pas toujours aisés à déterminer à partir des discours en diaspora. Par exemple, sachant, en tant qu'individu à la situation jugée enviable, leurs échanges avec des homologues perçus moins privilégiés sont censés s'effectuer de façon gratuite et désintéressée, les expatriés pourraient taire la contrepartie qu'ils en retirent.

Un questionnaire a été soumis à des universitaires en poste dans des universités du Ghana, Nigeria, Afrique du Sud et Niger, lors de séjours discontinus effectués entre 2012 et 2013. Puis, des entretiens ont suivi. Au total, 102 questionnaires dûment remplis ont été retenus ainsi que 32 entretiens ouverts qui ont duré entre 50 et 110 minutes. Les sujets étudiés sont tous enseignants et chercheurs et certains d'entre eux combinent cette fonction avec des responsabilités administratives dont celles de doyen, de vice-doyen, de directeur de département ou d'institut, et de directeur du bureau de coopération universitaire. En surplus des entretiens et questionnaires, le dépouillement de documents divers dont des CV qui consignent des données aptes à éclairer la nature de la relation des universitaires de la diaspora avec l'Université africaine. Qui plus est, ces documents offrent une indication du niveau et de la régularité de la performance de ces acteurs dans le domaine de la recherche, ainsi qu'une cartographie de leurs réseaux professionnels et de leur mobilité internationale.

Les sujets de cette enquête relèvent tous des disciplines des sciences sociales ou des humanités. Ce choix est dicté par le besoin de cohérence. D'une part, les sciences dures, peut-être à la seule différence des mathématiques constituent un univers où, en raison des besoins d'expérimentation et les coûts liés à ces expérimentations, la collaboration et l'aide à l'équipement deviennent des défis plus difficiles à relever. Quant à la recherche en sciences sociales et dans les humanités, ses coûts sont beaucoup moins élevés, et la quasi-inexistence des expériences en laboratoire facilite les échanges transcontinentaux d'autant qu'ils n'impliquent pas le déplacement lourd et coûteux de matériels de recherche. Davantage, les



sciences sociales ainsi que les humanités constituent, à la différence des sciences dures, des disciplines à la fois d'analyse et d'expressions d'identité. Roger Chartier exprimait bien cette idée lorsqu'il écrivait que toute recherche [en sciences humaines ou sociales] est autobiographique: le chercheur découvre (ou cherche) son identité à travers son activité professionnelle en même qu'il se sert de son activité pour rendre raison d'une réalité. A la différence du chercheur en physique dont l'objet de recherche ne répond pas nécessairement à des pesanteurs identitaires, celui en sciences sociales est constamment aux prises avec elles. Est-ce un hasard si les Africains en sciences sociales et dans les humanités en majorité étudient les questions africaines³⁴; si dans les études juives prédominent des chercheurs d'ascendance juive ; ou enfin si les femmes monopolisent presque les études féministes ?

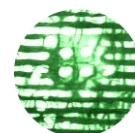
Esquisse d'idéal types d'engagement transcontinental

Les échanges des universitaires de la diaspora en direction de l'Université africaine épouse une diversité de formes que les données des entretiens et des observations de terrain à eux seuls ne suffisent pas à énumérer de manière exhaustive. Par conséquent, c'est davantage la présentation d'idéal types qui est ici proposée. Telles qu'ils nous sont apparus, les formes de ces échanges se répartissent essentiellement en cinq catégories nullement homogènes.

La première catégorie, non dans l'ordre d'importance, est désignée par «partenariat symétrique». Elle incorpore une variété de d'initiations et d'actions qui incluent la co-production de travaux universitaires tels qu'articles et livres, la rédaction de projets de recherche, de réalisation d'une recherche, etc. Dans un partenariat symétrique le(s) chercheur(s) de la diaspora comme le(s) collègue(s) en poste en Afrique jugent avoir contribué également à la création de ce produit, et s'en attribuent mutuellement l'autorité. Le concept de « partenaire symétrique » est utilisé pour décrire ces échanges parce qu'elle suggère intrinsèquement une égalité de contribution, donc une absence de hiérarchie entre les deux partis dans le strict cadre de cet échange.

La deuxième catégorie est caractérisée d'« assistance promotionnelle ». Elle englobe une série d'échanges diverse dont l'objectif exprimé est de contribuer à la réussite de la carrière d'un collègue. Dans le cadre de cet échange, les ressources qui circulent le sont dans un sens unique et sont considérés aussi bien par 'le receveur' que 'l'expéditeur' comme étant susceptibles d'accélérer la carrière professionnelle du dernier, tandis que son impact sur celle du donateur est difficilement attesté, sinon très marginal. Dans cette catégorie se trouvent classées des actions et initiatives allant de la rédaction de lettres de référence en faveur d'un collègue pour l'obtention d'une bourse de recherche, la lecture critique à titre amical ('friendly reading') d'articles, de manuscrits, de projets de recherche (rédigé en vue d'une subvention ou non), l'attribution d'un financement de recherche, à la facilitation d'un séjour

³⁴ Selon J. Copans (*La longue marche de la modernité africaine*, Paris, Karthala, 1990), 99% des Africains étudient l'Afrique.



de recherche académique à court ou moyen terme dans une université étrangère (par exemple, l'invitation comme professeur, comme chercheur visiteur à travers différents biais dont les programmes d'échanges universitaires, ou comme participant à une conférence), etc.

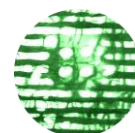
La troisième catégorie d'échanges est désignée « le concours logistique » à défaut d'une terminologie plus esthétique et précise. Suivant l'approche Weberienne³⁵, jusqu'ici adoptée, qui place l'explication des acteurs sociaux au centre de l'analyse sociologique, cette terminologie conceptuelle est préférée pour souligner que les ressources échangées sont préalablement conçues pour répondre notamment à une déficience ou une insuffisance de ressources logistiques. Les acteurs en relation s'accordent tacitement que ces ressources sont des outils ; leur acquisition précède théoriquement l'éclosion de leur plan de carrière. C'est en cela qu'elles se distinguent, en partie, des échanges qui relèvent de la catégorie précédente, lesquels sont précédés par la mise en acte de ce plan. Dans cette catégorie se trouvent regroupées logiciels informatiques et d'ordinateurs, les ouvrages et rarement les montants d'argent qui circulent de la diaspora à l'Afrique.

La « co-formation » définit la quatrième catégorie. Elle renvoie à un ensemble d'actions parfois mais pas systématiquement formalisées par une procédure administrative destinées à prendre part à l'effort de formation des étudiants en territoire africain aux côtés des collègues d'Afrique. Parmi ces actions, l'évaluation de dossier de demandes d'inscription, de projets de recherche, de programme d'enseignement ou de recherche, la co-supervision de thèses, l'animation de séminaires ou cours dans les université du continent, etc. Ce qui distingue principalement cette catégorie d'échanges des précédentes est que les bénéficiaires de l'échange ne sont pas les interlocuteurs directs. Ces derniers jouent souvent une fonction de médiation entre leurs collègues expatriés et l'institution universitaire. Ainsi, dans le cadre d'un entretien avec un politologue ghanéen, aussi directeur d'un centre de recherche à l'université du Ghana Legon, celui-ci confessait que: «à la vérité, c'est l'université qui tire plus d'avantages de mon amitié avec [PP] que je n'en tire moi-même. Moi, à chaque fois que je le sollicite, c'est à la demande de l'institution, pour qu'il nous aide à régler un problème... parfois dans mon département parfois dans une autre unité. Tantôt, c'est pour évaluer une thèse de doctorat, tantôt c'est pour qu'il anime un atelier de recherche méthodologique pendant qu'il est en vacances au pays ».

La cinquième catégorie est caractérisée de « philanthropie conditionnelle ». La composition de ce concept s'inspire de l'expression « communistes libéraux » promue dans le discours académique par le philosophe Žižek³⁶ dans son analyse de la posture de quelques acteurs majeurs de la globalisation actuelle dont Bill Gates et George Soros. L'expression est judicieuse pour l'oxymoron qu'elle constitue. Elle met en exergue un double processus : venir

³⁵ M. Weber, *Economie et société*, Paris, Pocket, vol.1., 2003 [réédition]

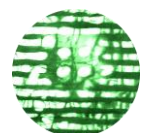
³⁶ Le philosophe slovène rappelle à juste titre que l'expression est forgée par le journaliste français Olivier Malnuit.



à l'aide de quelqu'un tout en exigeant de lui une contrepartie symbolique à cette aide. Godelier en offre un excellent exemple dans *L'énigme du don*³⁷. Il s'agit de l'action des associations caritatives qui viennent en aide aux sans-emploi et sans domicile fixe en exigeant cependant d'eux qu'ils manifestent la volonté d'une insertion dans le tissu économique, cela en vendant aux passants et usagers du métro des journaux qu'ils auront contribué à produire, comme de celle des mêmes passants qui 'achèteraient' volontiers à ces sans-emploi et sans abri fixe un exemplaire du journal qu'ils ne liraient peut-être jamais mais se refuseraient à leur faire don d'une pièce de monnaie par pure charité. L'on pourrait se méprendre sur cette action en l'assimilant à celle qui, dans le système marchand, lie employeur et employé - dans le premier exemple - ou client et vendeur - dans le second. En vérité ces associations caritatives, de même que l'acheteur du journal, ne retirent presque aucun gain individuel de leur investissement dans cette relation ; du reste tel n'est pas intentionnellement leur objectif. Dans le cadre strict des relations entre la diaspora universitaire et l'Afrique figure une forme rare d'échange qui tombe dans cette cinquième catégorie. Il s'agit de l'attribution d'un salaire ou d'un honoraire à un chercheur basé en Afrique en l'intégrant à un projet de recherche doté d'une subvention tout en sachant que son inclusion à ce projet n'est pas indispensable. En fait le chercheur expatrié, concepteur originel du projet, entend expressément soutenir la volonté de son collègue d'Afrique de faire la différence dans son propre milieu. Alors, tout au plus lui demande-t-il de justifier officiellement la pertinence de son inclusion dans le projet. La justification peut consister comme dans le cas porté à notre connaissance durant nos enquêtes au partage de notes de lecture personnelles dont la valeur marchande, si calculé, est extrêmement faible, comparativement au salaire reçu. Ainsi l'un de nos interlocuteurs en poste au Niger confie: « Oui, toute la bénédiction revient à Dieu. Mais après Lui, je remercie le professeur [BJ]. Il me donne régulièrement le goût de continuer. Son soutien est immense. Je lis des livres, j'arrive à collecter des données de terrain dans l'arrière pays grâce à lui. Il me paie et n'exige très, très peu de moi. Quand il arrive au pays pour ses recherches, je l'accompagne en voiture sur son terrain, et je retourne le chercher quand il a décidé de revenir à Niamey. Ce que j'aurais fait d'ailleurs même s'il ne me le demandait. Des fois, je partage avec lui des notes de lecture d'articles ou d'ouvrages publiés ici chez nous, quand j'estime que cela pourrait l'intéresser ».

Comme dans l'exemple donné par Godelier relatif aux sans emploi sans abri fixe parisiens, dans le cas de l'échange ainsi rapporté, la dimension marchande de la relation est insignifiante, elle est neutralisée par l'intention et la conviction individuelles du donateur que, d'une part, d'autres options plus optimales, où le service reçu serait proportionnel au montant d'argent offert, étaient disponibles (ainsi l'option d'envoyer un assistant de recherche qu'il recruterait dans sa propre université) et, d'autre part, la finalité première de son action est surtout d'entretenir, par la motivation financière, le rapport de ce collègues à l'activité de recherche.

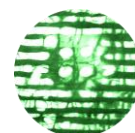
³⁷ M. Godelier, *L'énigme du don*, Paris, Fayard, 1996.



Dans une large mesure, cette action rappelle une certaine politique de recrutement en cours dans les universités nord américaines ; politique qui consiste à offrir des bourses d'études à des étudiants en échange de tâches d'assistantat dans le cadre desquelles ils sont amenés à découvrir ou produire des données qu'ils peuvent capitaliser aux fins de leur propre thèse ; ou de leur offrir des bourses en attendant tout au plus de cette action qu'elle permettent aux professeurs de s'entourer de jeunes apprenants qui continueront d'exceller.

La sixième et dernière catégorie est désignée « altruisme de civilité ». Il s'agit d'une générosité qui ne soit attachée à aucune condition, sans calcul aucun ou contrepartie exigée, et se déployant de manière informelle. Ainsi offrir à un collègue des conseils pratiques sur le fonctionnement du système universitaire occidental, sur les stratégies d'organisation du temps académique pour assurer un meilleur équilibre entre la préparation de l'enseignement, réalisation des tâches administratives et le développement d'un calendrier de recherche personnel ; rediriger un collègue vers les sources d'informations les plus susceptibles de lui être utiles; etc. Se prononçant sur les conditions de son premier séjour de recherche en Allemagne grâce à une bourse Humboldt, l'un des chercheurs interviewés au Nigéria se remémore la rencontre fortuite l'ayant conduit à cette grande réalisation majeure :

« Un hasard... un pur hasard. J'étais à la conférence des africanistes à Boston, mon premier séjour aux USA. J'attendais dans le grand hall, je tournai juste en rond. Je vois passer quelqu'un, il m'avait semblé que je le connaissais. Oui, c'est un ancien du département d'histoire d'Ibadan, il est parti il y a plusieurs années faire son Ph. D. aux Etats-Unis. Ah ! On était tous les deux heureux de se retrouver comme ça. On a pris un verre. Une heure plus tard, il me dit qu'il doit aller à la réception que [FT], un grand professeur, là-bas, très connu là-bas aux États-Unis, donnait dans sa chambre d'hôtel. Il me demande si je fais quelque chose. Je n'avais rien prévu, alors.... C'était que des Nigériens dans la chambre. Wow ! C'était un choc de voir autant de professeurs nigériens dans une chambre d'Amérique en Amérique. Il n'y avait pas que des profs, c'est vrai ; tout le monde n'était pas nigérian, c'est vrai. Il y avait aussi des Africains d'autres nationalités... Un moment je me mets à parler avec quelqu'un. C'est un Camerounais, il enseigne là-bas. C'est lui qui m'a parlé d'ailleurs au départ, il m'a dit: « J'ai entendu ton papier. C'est intéressant et original. » Il m'encourage à creuser davantage certains aspects ; à la fin on s'échange nos cartes. Comme par hasard, le lendemain je le vois dans le lobby. Il était assis seul dans un café. Je le salue, il m'invite à m'asseoir. Il se remet à me parler de mon papier, il s'intéresse beaucoup aux questions de traditions, à la formation de la tradition. On parle de Terence Ranger et il me parle des auteurs comme Hobsbawm que j'ai lu plus tard. Un jour je lui écris du Nigéria, il répond vite. Quelques mois plus tard, je lui écris. Pas de réponse. Tu sais ces enseignants aux States, ils sont très occupés... c'est ce que j'ai pensé. Mais environ six mois plus tard, je reçois un email de lui. Il y avait trois lignes de salutations environ. Et puis quelque chose du genre 'cette annonce pourrait t'intéresser'. Cette annonce, c'était la fondation Humboldt qui ouvrait un concours pour des bourses. Je n'avais jamais entendu de cette fondation et de sa bourse. Devine quoi,

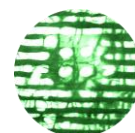


environ deux mois plus tard, je postule, plusieurs semaines après, on me notifie que j'ai obtenu la bourse. Voilà l'histoire de mon séjour à Berlin. »

Il n'est pas inutile de souligner que ces terminologies provisoires qui tiennent lieu d'idéal types ne sont pas entièrement satisfaisantes. Elles ne sont pas non plus hermétiquement cloisonnées. D'abord, le partenariat symétrique peut en même temps passer pour de l'assistance promotionnelle. Comme on le sait, dans un système d'évaluation méritocratique, par exemple un article co-publié avec un universitaire en poste dans une université africaine contribue aussi à l'accélération de la promotion professionnelle de celui-ci. En même temps les deux auteurs peuvent revendiquer également le mérite de cette publication. Un autre exemple est la préface d'un ouvrage pour un collègue basé en Afrique. Cette forme de contribution est classée dans le registre de l'assistance promotionnelle, dans la mesure où la préface, comme le fameux « blurb » bien connu des écrivains américains, est une façon de promouvoir un texte, de se porter garant de sa valeur. Pourtant bien des raisons pourraient justifier son classement dans la catégorie du partenariat symétrique. En effet, l'auteur de la préface tire une plus-value académique de son geste – ne serait-ce que parce que ce texte sera inclus dans son curriculum vitae et mis en valeur auprès des instances d'évaluation de sa propre activité de recherche – surtout si le bénéficiaire de cette préface est un collègue jouissant d'une visibilité relative. Voilà ainsi quelques exemples qui illustrent bien la difficulté de distinguer le partenariat symétrique de l'assistance promotionnelle. La différence entre les deux, semble-t-il, est largement tributaire de l'intention et de la subjectivité des acteurs en relation.

Des idéals types aux types factuels

La présentation d'une liste exhaustive des registres de l'intervention des universitaires de la diaspora au sein de l'Université africains constitue à n'en pas douter une ambition démesurée. Toutefois, l'enquête de terrain a permis d'identifier les types suivants parmi les plus fréquemment mentionnés par nos sujets d'enquête et dans les divers documents supplémentaires analysés. Ces types sont au nombre de quatorze : 1) Co-rédaction d'articles et de livres ; 2) Projet de recherche collective ; 3) Co-organisation de colloque/ conférence/ atelier ; 4) Contribution à des ouvrages publiés par un collègue en Afrique (préface de livres comprise ; 5) Critique amicale de textes avant leur soumission ; 6) Rédaction de lettres de recommandation pour l'obtention d'une bourse ou d'un poste académique, 7) Invitation comme professeur étranger hors d'Afrique ; 8) Invitation personnelle à participer à un colloque ou donner une conférence avec prise en charge ; 9) Attribution ou aide à l'attribution d'une bourse de voyage aux fins de recherche ; 10) Co-direction informelle d'étudiants inscrits en Afrique ; 11) Co-animation de séminaires et cours en Afrique ; 12) Don de matériels didactiques (livres, ordinateurs, etc.) ; 13) Embauche en échange d'une rémunération, 14) Transmission de conseils pratiques et d'informations pour l'avancement dans la carrière.



Ces différents types d'engagement transcontinental se partagent ainsi entre les catégories conceptuelles ci-dessous mentionnées. Le « partenariat symétrique » englobe les entrées 1, 2, 3 et 4. L'« assistance promotionnelle » est constituée des points 5, 6, 7, 8, 9. Au registre de la « co-formation » appartiennent les points 10 et 11. Le « concours logistique » comprend seulement le point 12. La « philanthropie conditionnelle » est constitué du point 13. Enfin, exclusivement à l'« altruisme de civilité » renvoie le point 14. Les tableaux qui suivent répertorient, d'une part, la distribution de ces formes d'investissement, et les circonstances de la genèse de l'échange entre les universitaires expatriés avec les collègues en poste en Afrique. Le tableau relatif à la distribution des formes d'investissement est construit à partir des réponses consignées dans le questionnaire ainsi que des documents supplémentaires tels que les CV collectés. Dans le questionnaire, le répondant était invité à indiquer chaque cas d'échange dans lequel il a été impliqué avec un collègue expatrié. Par exemple, l'organisation d'un colloque avec un collègue en poste au Canada et celle d'une conférence avec un collègue enseignant aux Etats-Unis se traduisaient par l'inscription du chiffre 2 sur la ligne réservée à cette fin, tandis que l'inexistence d'une telle activité commune est indiquée par l'inscription du chiffre 0. Le tableau 2 est construit sur le même procédé. Les sujets de l'enquête étaient invités à spécifier pour chaque collègue expatrié avec lequel ils ont été impliqués dans un ou plusieurs des formes d'échange mentionnées de spécifier la circonstance de leur rencontre qui leur semble avoir été la plus significative pour la construction de cet échange. L'on comprendra par cette approche méthodologique que ni le nombre total des formes d'échanges ni celui des circonstances de ces échanges que les tableaux suivants consignent ne correspondent exactement au nombre des sujets de l'enquête. Par ailleurs, étant donné que la même circonstance de mise en relation est parfois invoquée par un même individu pour caractériser les origines de plusieurs cas d'échanges personnels avec des collègues expatriés ; étant donné aussi que plus d'un sujet d'enquête ont évoqué la même circonstance pour déterminer le moment significatif de leurs échanges avec des expatriés, il est donc logiquement attendu que le nombre total de circonstances invoquées puissent être inférieurs, supérieurs ou même équivalents au nombre total de cas de relations mentionnés.

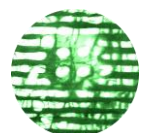


Tableau 1: Distribution des formes d'actions

1) Co-rédaction d'articles et de livres :	28
2) Projet de recherche collective:	14
3) Co-organisation colloque/conférence/workshop:	1
4) Contribution à ouvrage (préface de livres comprise):	7
5) Critique amicale de textes avant soumission :	18
6) Lettre de recommandation pour bourses ou autres :	11
7) Invitation comme professeur étranger hors d'Afrique:	12
8) Invitation personnelle à un colloque/conférence avec prise en charge:	4
9) Aide pour l'obtention de bourse de voyage aux fins de recherche:	2
10) Participation à la co-direction d'étudiants:	10
11) Animation de séminaires et cours:	2
12) Don de matériels didactiques (livres, ordinateurs, etc.) :	18
13) Embauche en échange d'une rémunération:	1
14) Transmission d'informations :	6
15) Total :	134

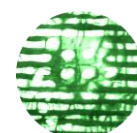


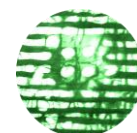
Tableau 2 : Circonstances de la naissance de la relation

Collègue/ diplômé de la même institution:	7
Ancien étudiant:	1
Ex-promotionnaire de classe:	6
Ancien professeur/ superviseur	4
Rencontré lors d'un colloque/ séjour de recherche, etc.:	15
Connu à travers une tierce personne	5
Connu virtuellement	8
Total:	46

Ces tableaux révèlent, d'abord, la complexité de l'engagement des universitaires expatriés pour l'Université africaine. À ce jour, aucune étude ne s'est efforcée de rendre raison de cette complexité. Ne serait-ce que pour cette raison, l'effort présent est utile. Le premier tableau suggère que l'on se déprenne de toute approche généraliste de cet engagement à travers la typologie des registres d'échanges qu'il répertorie ; typologie dont la vertu première est d'éclairer, d'une part, la différence entre les échanges liant la diaspora universitaire et ses homologues du dedans et, d'autre part, la hiérarchie inhérente à ces échanges. La sériation des registres d'échanges en six catégories est destinée à montrer en effet le niveau des rapports de pouvoir qui se joue dans chaque cas spécifique d'échange ; elle éclaire en outre les impacts qui en résultent sur les universitaires en poste sur le continent. Quant au second tableau, il offre une cartographie des espaces dans lesquels prennent naissance les échanges entre la diaspora et l'Afrique. Sachant que l'accès aux ressources provenant de la diaspora est aussi inégal, cette cartographie est nécessaire, car elle permet d'envisager des stratégies alternatives aptes à résorber les inégalités de condition qui peuvent apparaître parmi les chercheurs en poste en Afrique.

Il résulte de ces tableaux que la posture des universitaires expatriés est loin de conforter la thèse de leur détachement vis-à-vis des dynamiques en cours dans l'espace de la recherche et de l'enseignement supérieur en Afrique. Une thèse que quelques ténors du nationalisme africain ont soutenue à quelques occasions au cours des années 1980³⁸. Ainsi suggèrent-ils

³⁸ Voir les écrits de S. Traoré, *Responsabilités historiques des étudiants africains*, Paris, Anthropos, 1978, et *La FEANF*, Paris, L'Harmattan, 1985 (la FEANF), etc.



que cette thèse reposait davantage sur des préconceptions idéologiques que des conclusions empiriques. Les données consignées dans ces tableaux confirment par ailleurs les intuitions des tenants de la théorie de « l'option diaspora » qui font l'hypothèse de l'engagement des universitaires de la diaspora pour leur pays de départ. Toutefois l'intérêt de ce tableau réside ailleurs que dans son étayage de cette théorie. Il est surtout dans la révélation de l'extrême disparité qui caractérise la distribution des formes d'échanges privilégiés avec les universitaires du continent.

Au commencement comme à la fin est la publication

Cette disparité constitue une question sociologique fondamentale que les études publiées à ce jour n'abordent pas. Le rapport de Zeleza est méritoire à bien des égards, mais il souffre d'un déficit de conceptualisation qui l'empêche d'aborder cette question. Au regard de ce rapport toutes les formes d'échanges se valent, bénéficient du même degré de séduction aux yeux de la diaspora universitaire. Ce qui parfois rapproche le rapport à une sorte de liste d'apothicaire des engagements de la diaspora envers l'Afrique où aucune hiérarchie de choix entre ces formes n'est soupçonnée ou en tous les jugée digne d'être mise en exergue. Or c'est par la mise en relief de cette hiérarchie que l'analyse pourra aboutir à déterminer la part des contraintes purement académiques par rapport à celles qui relèvent de l'injonction (éthico-idéologique) du patriotisme, c'est-à-dire cette référence à l'amour de l'Afrique, dans l'effort des universitaires de la diaspora.

Il se dégage du premier tableau que 50 des 134 cas d'échanges mentionnés, soit 37.31%, s'inscrivent dans le registre du « partenariat symétrique ». Quant à « l'assistance promotionnelle », elle englobe 47 des cas répertoriés, soit 30.51%. Au registre de la « co-formation » sont attribués 12 cas d'échanges (8.95%). Dix-huit autres cas, soit 13.43% s'inscrivent dans le registre du « support didactique ». Et seulement un cas, soit 0.74%, dans celui de la « philanthropie conditionnelle ». Enfin, « l'altruisme de civilité » comprend 6 (soit 4.47%) des cas d'interventions répertoriés.

La prédominance du partenariat symétrique est à plusieurs égards significative. Elle traduit plusieurs faits. D'abord, elle montre que les universitaires africains en diaspora préservent aussi leurs propres intérêts en même temps qu'ils interagissent avec le milieu universitaire du continent. Cette préoccupation ne remet pas en question la dimension oblatrice de leurs actions en Afrique. Car à en croire Godelier, l'oblativité n'a jamais été synonyme de désintéressement pur et simple, ni d'absence totale de retombées positives sur soi des actions engagées au bénéfice d'autrui³⁹. L'oblativité procède objectivement d'une posture éthique qui requière que l'on pose des actes et use de ressources données en ayant d'abord en tête de satisfaire aux intérêts d'autrui, mais sans nécessairement sacrifier les siens. Ensuite, et plus important encore, la hiérarchie qui se dégage de ce tableau atteste comment les modes d'interventions

³⁹ M. Godelier, *op.cit.*



des universitaires en diaspora sont coincés entre les contraintes dictées par les critères de leurs propres profession et milieu géographique d'exercice professionnel et l'injonction idéologique au patriotisme. Le choix des formes d'échange qui tombent dans le registre du partenariat symétrique est, en effet, peut-être la meilleure stratégie de se plier simultanément aux deux genres de contraintes. La compétition qui fait rage dans le système universitaire nord américain pour conserver en permanence son poste, assurer son ascension dans le rang - c'est-à-dire passer de professeur assistant à professeur agrégé (associate professor), puis professeur titulaire (full professor) -, asseoir son influence (par l'accès à une chaire d'enseignement/recherche, l'obtention de prix et d'honneurs) impose le déploiement d'une énergie formidable dont la meilleure sanction consiste en le nombre d'articles et de livres publiés, de bourse de recherche obtenues, etc. Cette compétition fait donc de la publication et de l'élaboration de projets de recherche subventionnés – qui constitue souvent un préalable à la publication – des activités indispensables dans la carrière universitaire en contexte nord américain. Le langage universitaire de cette région du monde est d'ailleurs dépositaire d'une expression « Publish or Perish [Publier ou Périr] » qui traduit de la façon la plus éclatante cette contrainte à la recherche couronnée par des publications. À elle seule, elle suffit pour attester à quel point la recherche mobilise l'essentiel du temps et des ressources matérielles des universitaires en Amérique du Nord, reléguant même l'enseignement, sans parler des tâches administratives, à des places subalternes. Une preuve supplémentaire en est que dans le système universitaire nord américain, d'autant que l'on se déplace des universités les moins prestigieuses aux plus prestigieuses, tout un dispositif budgétaire est pensé pour dispenser les professeurs d'enseignements, tandis que presque jamais n'existe-t-il la création d'un budget interne pour libérer les mêmes de la recherche. Ce dispositif va du dégrèvement de cours, qui souvent se traduit par le recrutement sous contrat à durée déterminée d'un enseignant pour assurer temporairement les enseignements d'un membre permanent du corps professoral, à l'attribution tous les sept ans d'un congé d'une année au cours duquel le chercheur est assuré de percevoir entre 80 et 100% de son salaire sans s'acquitter de la moindre tâche d'enseignement ou d'administration, mais est tenu en contrepartie de justifier de son précieux usage de ce temps libre par le nombre de publications et de projets de recherche achevés. Le terme anglais « course relief [soulagement d'une charge d'enseignement] » souvent utilisé pour indiquer l'objectif de ce dispositif rend compte du paradoxe même en développement dans l'Université (nord américaine) où l'élément premier constitutif de l'identité du *professeur* (soit *professer*) tend à être perçue comme un obstacle à l'épanouissement professionnel de celui-ci. Les faits semblent lui augurer un avenir radieux étant donné que le classement mondial des universités, en phase de s'imposer comme la nouvelle doxa des élites, accorde à la recherche la précellence dans le mode d'évaluation des universitaires. Les distinctions associées à la recherche (prix, bourses, etc.), ainsi que le nombre et la qualité des publications y sont traités comme étant les indicateurs par excellence de l'excellence académique.

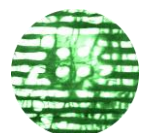
C'est donc dans ce contexte et par rapport à ces contraintes que se déploient les échanges des



universitaires expatriés avec leurs pairs installés en Afrique. L'impératif de recherche qui préside au fonctionnement du système universitaire nord américain les oblige alors à penser des formes spécifiques sous lesquelles manifester leur engagement envers l'Afrique et qui ne portent pas préjudice à leur ascension professionnelle. Le partenariat symétrique s'avère ainsi un choix judicieux, ce qui explique sa prééminence parmi les catégories d'échanges relevés. En effet, en même temps qu'il est compatible avec les contraintes inhérentes à la promotion universitaire en Amérique du Nord, le partenariat symétrique répond de manière satisfaisante à l'injonction au patriotisme. La caractéristique de cette injonction est d'être relativement flexible dans sa traduction. En effet, tout ce qui est demandé à l'Africain membre de l'élite bien formée, c'est de « servir l'Afrique ». Si ce service a pu être territorialisé - c'est-à-dire conçu comme un devoir à accomplir à partir du sol africain même - dans les écrits des plus intellectuels les plus radicaux, voire nationalistes tels que Sékou Traoré, dans la plupart des discours de cette élite, il se définissait simplement par ses résultats, en d'autres termes par l'impact positif qu'il pouvait imprimer sur le cours historique de l'Afrique. Il faut rappeler même que c'est en territoire français que ce service était pensé et que c'est à partir du même territoire qu'il était déployé. Majhmout Diop n'avait-il pas publié son « L'unique issue : l'indépendance totale... »⁴⁰ au cours de ses années de séjour en France ? La revue *Présence africaine*, symbole phare de l'engagement des intellectuels africains envers l'Afrique, n'est-elle pas née en France ? Son transfert à Dakar au lendemain de la décolonisation s'est-elle jamais matérialisée ?

En somme, par le choix des formes d'échange qui s'inscrivent dans le registre du « partenariat symétrique », les universitaires de la diaspora contribuent certes au renforcement de la recherche en Afrique, en même temps qu'ils oeuvrent aussi à la promotion de leur propre carrière dans l'institution académique nord-américaine, et au-delà. Ils se trouvent pris ainsi en étau entre l'impératif professionnel d'une part (la carrière universitaire et ses exigences), et la demande identitaire d'autre part (montrer qu'on se soucie encore de l'Afrique même hors du continent) que les formes d'échange traduisant un partenariat symétrique sont les mieux susceptibles de réconcilier avec le moins d'heurts. On comprend à la lumière de cette démonstration les origines de bien des frustrations et incompréhensions d'un côté comme de l'autre de l'Atlantique. Zeleza en a offert quelques illustrations à travers des extraits d'entretiens tels que la déclaration de ce professeur congolais à l'institut polytechnique de l'université de Montréal pour qui : « Les institutions universitaires africaines ont des attentes élevées pour ce qui est de comment obtenir de l'argent pour tout faire là-bas, au lieu de cibler des objectifs d'enseignement ou de recherche » ; et celle de cette d'une politologue kenyane en poste à Columbia University : « Il était devenu très clair que 1) ils [ses collègues en poste au Kenya] voulaient que j'apporte des fonds, 2) ne voulaient effectuer aucun travail sérieux

⁴⁰ M. Diop, « L'unique issue : l'indépendance totale. La seule voie : un large mouvement d'union anti-impérialiste », *Présence africaine*, n°14, 1953.



sur ce thème »⁴¹. Au cours de mes propres recherches de terrain, j'ai pu entendre des frustrations similaires de la bouche de collègues en Afrique, dont ce professeur d'anthropologie culturelle au Nigéria : « Je vois beaucoup d'entre vous venir en Afrique, ils me proposent de donner un article pour un livre qu'ils coordonnent. Mais il me fallait recueillir de nouvelles données. Pour aller de [mon campus] à [cet endroit où collecter les données], il faut aller-retour consommer 25 litres d'essence. Après il y a le logement et tout le reste, on ne peut pas aller là-bas sans saluer les aînés, tu sais ce que saluer veut dire chez nous : apporter un peu de vin, de la nourriture rare dans l'arrière-pays. Vous là-bas en Amérique, vous n'imaginez pas que nous n'avons pas fonds de recherche pour toutes ces dépenses. [...] C'est vrai ce n'est pas tous les profs chez vous qui obtiennent des fonds de recherche. Mais vos salaires vous permettent quand même de financer vos recherches. Ici, comme tu l'as appris depuis que tu es arrivé, ça fait 5 mois et demi que nous n'avons pas touché de salaire, en même temps on ne s'arrête pas de payer l'électricité, l'essence, les frais d'école des enfants. Tu vois. C'est cette réalité que vous devez comprendre ; vous êtes de ce continent, beaucoup d'entre vous connaissent cette réalité. C'est pas comme si on interagissait avec des collègues blancs qui ignorent peut-être cette réalité».

On voit à travers ces différents exemples que des ressources monétaires sont parfois attendues par les universitaires en Afrique là où seul l'échange d'idées est jugé possible et préférable par leurs pairs de la diaspora.

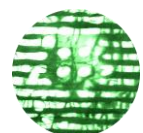
Après la prédilection pour le partenariat symétrique, le choix de « l'assistance promotionnelle » constitue le deuxième choix d'engagement. Ce que prouve ce choix, ce n'est pas que les universitaires expatriés sont en contradiction avec eux-mêmes mais qu'au contraire ils sont restés conséquents avec des valeurs inhérentes à leur profession. Ce choix rend en effet compte de la transposition d'une *hexis* professionnelle dans l'espace de leurs propres interlocuteurs en poste en Afrique. Il s'agit même de ce que Lamont semble découvrir comme une caractéristique commune dans le milieu universitaire : l'homophilie⁴². Ce choix montre en fait la tendance de l'universitaire de la diaspora à faire pour ses collègues en Afrique ce que lui-même souhaiterait recevoir le plus d'un autre collègue, à savoir une aide capable d'accélérer sa carrière. Ils agissent comme si les collègues d'Afrique étaient une extension d'eux-mêmes sur un territoire extra américain, ou comme si l'institution universitaire africaine était une extension de celle de l'Amérique, opérant donc sur la base des mêmes règles et critères que celles-ci, instaurant la recherche surtout comme étant le critère par excellence d'évaluation d'un universitaire.

Et les premiers seront toujours les premiers

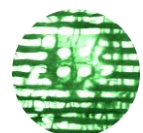
L'engagement des universitaires expatriés envers l'Afrique montre une tendance significative

⁴¹ P. T. Zeleza, *op. cit.* p.18.

⁴² M. Lamont, *How Professors Think: inside the Curious World of Academic Judgment*, Cambridge MA., Harvard University Press, 2009.



qui consiste en l'inégalité des pays face à cet investissement. En effet, selon les données de notre enquête, le système universitaire sud-africain bénéficie du réseau de relations le plus dense entre universitaires des deux continents. À lui seul, ce résultat invalide toute conception du don comme allant à ceux qui en manifestent le plus grand besoin. Par ailleurs, elle confirme la thèse de Michèle Lamont selon laquelle le milieu universitaire américain fonctionne fondamentalement sur ce qu'elle appelle the « Matthew effect », ou le principe de Mathieu. Principe qui consiste à donner davantage à ceux qui en ont déjà plus. *How Academic Think* ne s'appesantit pas sur les raisons justificatives de cette tendance, hormis la mention de la capacité des universitaires en général à reconnaître l'excellence. Or l'application du principe de Mathieu résulte d'une prédisposition structurelle transmise dans le cadre de la formation universitaire moderne. Celle-ci réduit le mérite à la stricte performance scolaire/universitaire - c'est-à-dire aux résultats - laquelle, comme le montre Bourdieu depuis *Les Héritiers*, et ainsi que l'ont confirmé des études ultérieures et plus récentes, est largement tributaire de données externes telles que le capital culturel et socioéconomique du milieu d'origine des apprenants. Certes, il est plutôt question de pays dans cette section de notre communication, mais la théorie bourdieusienne de la réussite scolaire, nous semble-t-il, peut aussi bien s'appliquer à des pays. L'Afrique du Sud fait presque cas à part sur le continent africain pour y bénéficier du capital éducatif – plutôt que culturel – le plus ancien et solide et pour jouir du niveau de développement économique le plus élevé ; beaucoup d'atouts qu'elle doit à une colonisation de peuplement européen et à l'instauration du système de l'apartheid essentiellement conçu pour assurer le pouvoir à une minorité blanche. La prééminence universitaire de l'Afrique du Sud sur le continent n'est plus à démontrer. L'Afrique du Sud est le seul à fournir à l'Afrique une représentation dans le classement mondial des 200 meilleures universités – en l'occurrence University of Cape Town - dépassant même parfois des pays européens et asiatiques. La préférence des universitaires africains de la diaspora pour l'Afrique du Sud confirme donc, si besoin était encore, que la probabilité des échanges entre universitaires d'Afrique établis sur le sous continent nord américain, d'une part, et en Afrique, d'autre part, croît d'autant plus que ces deux acteurs partagent ou prétendent au même rang : ce qui confirme la théorie de l'homophilie. Cette préférence est aussi en conformité avec la prééminence du « partenariat symétrique » comme mode d'engagement de ces derniers envers Afrique, puisque c'est en Afrique du Sud que se trouvent vraisemblablement les universités, et donc les universitaires les plus compétitifs sur le continent, au regard du classement des universités mondial. D'ailleurs, la capacité des universités sud africaines, mieux que toute autre université nationale sur le continent à débaucher parmi les meilleurs chercheurs des pays voisins, cependant qu'elles perdent une poignée de leurs propres enseignants pour l'Amérique du Nord, l'Australie et l'Europe, s'avère un indicateur particulièrement significatif de leur supériorité. En effet ni le corps universitaire du Nigéria, ni celui du Ghana, ni celui du Nigéria atteste d'un degré d'internationalisation comparable à celui que j'ai observé en Afrique du Sud où Zambiens, Camerounais, Nigériens, Kenyan, Zimbabwéens et autres nationalités africaines cohabitent.



Les locaux sont égaux devant la diaspora... mais certains plus que d'autres

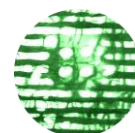
À la prééminence de l'Afrique du Sud dans la distribution géographique des échanges transcontinentaux fait parallèle une inégale distribution de cet investissement entre chercheurs-enseignants en poste dans les universités africaines. En effet, les données des enquêtes révèlent une captation de l'essentiel de cet investissement par une poignée d'universitaires basés en Afrique du Sud. Certes, toutes les formes d'échange ne sont pas distribuées de manière équitable, mais ceux d'entre elles les plus indispensables à la visibilité et à la promotion académique vont presque entièrement à cette petite minorité d'universitaires locaux, y compris même des formes d'échange qui ressortissent au « concours logistique ». À eux seuls 11 des 102 sujets d'enquête, soit environ 12% des collègues interviewés, se prévalent de 40 des 60 cas d'échanges inscrits dans le registre du « partenariat symétrique » (soit 81% de ces échanges) et 13 de ces 102 interviewés constituent à eux seuls les bénéficiaires de 34 des 47 cas d'échanges (soit 73%) classés dans la catégorie « assistance promotionnelle ».

Ces chiffres indiquent clairement que les universitaires de la diaspora privilégient une faible minorité d'universitaires du continent comme partenaires de recherche et de publication, et promeuvent la carrière d'un groupe de collègues à peine plus large en leur facilitant des séjours de recherche hors du continent. Fait important et en lien avec le résultat de recherche précédent, cette petite minorité de privilégiés est fortement concentrée en Afrique du Sud. En effet, parmi les 24 universitaires (donc 11 plus 13) au total bénéficiaires de 81% des cas d'échanges classés « partenaire symbolique » et de 73% des échanges classés dans la catégorie « assistance promotionnelle », 17 d'entre eux sont en poste dans ce pays.

Ce large avantage de l'Université sud africaine pourrait appeler le discrédit de la prémisse fondatrice de la théorie de l'option diaspora qui attribue l'investissement de l'universitaire expatrié à sa nationalité d'origine⁴³. Toutefois ce discrédit est à reconsidérer sachant que le panafricanisme, encore latent dans les propos des intellectuels africains en général exclut symboliquement d'opérer toute distinction entre l'engagement envers la patrie et l'engagement envers l'Afrique, l'un étant l'autre puisque les frontières en Afrique sont toujours remises en question dans ce cadre narratif comme étant des délimitations factices opérées par les anciennes puissances coloniales dans le souci de leurs propres intérêts économiques et politiques⁴⁴. La prudence sied également devant cette volonté de discrédit en raison de l'origine non sud-africaine d'une partie des universitaires en poste en Afrique du Sud qui composent cette minorité d'interlocuteurs en poste sur le continent. En conséquence de ce fait se pose la question de savoir si les universitaires expatriés diaspora qui investissent dans une relation professionnelle avec des universitaires de la même nationalité qu'eux basés

⁴³ J. B. Meyer, "Diaspora: concepts et pratiques", in R. Barré, V. Hernandez, J.B. Meyer, D. Vinck, *Diasporas scientifiques/Scientific Diasporas*, Paris, IRD éditions, CD-Rom, 2003.

⁴⁴ Voir par exemple les travaux de Ch. Anta Diop, *Nations nègres et culture*, Paris, Présence africaine, 2000 [réédition] et *L'unité culturelle de l'Afrique noire*, Paris, Présence africaine, 1982 [réédition]



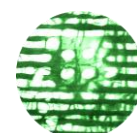
cependant en Afrique du Sud ne déduisent pas de leur action qu'ils rendent en fait service à leur pays d'origine. Une déduction qui ressortirait à une vision idéologique faisant de chaque citoyen l'extension pure et simple de son pays de naissance, où qu'il puisse résider.

La capture de l'essentiel de l'investissement des universitaires expatriés par un cercle restreint de collègues s'avère un fait complexe dont l'explication requière plus que la prise en considération du pays de résidence des bénéficiaires, même si en définitive une corrélation assez forte se manifeste entre le pays de résidence, d'une part, et les caractéristiques en question, d'autre part. Il appert en effet qu'un certain nombre de caractéristiques définit ces bénéficiaires en plus de la résidence, en plus du simple fait que les huit-dixième d'entre eux sont en poste dans une université sud-africaine. Le tableau suivant montre le très fort lien entre le « partenariat symétrique » ainsi que l' « assistance promotionnelle », d'une part, et le rang ainsi que les responsabilités administratives, d'autre part, à travers seulement l'expérience de ces 24 cas d'universitaires qui captent à eux seuls au moins près des deux tiers de l'une ou l'autre des deux formes d'échanges mentionnées.

Tableau 3 : Répartition des bénéficiaires du partenariat symétrique/ assistance promotionnelle en fonction du rang et des responsabilités administratives

Rang/ Resp. Admn	Prof. assistant	Prof. agrégé	Prof. titulaire
Dir. Dpt, Inst, Centre	1	5	7
Doyen, vice- doyen	0	2	4
Aucun	3	1	0

Ce tableau se lit comme suit : parmi les 24 sujets d'enquête ayant bénéficié du « partenariat symétrique » ou de l' « assistance promotionnelle », 7 ont le rang de professeurs titulaires ayant exercé ou exerçant au moment de l'enquête les responsabilités de directeur de département ou d'un centre ou institut de recherche. On peut donc en comprendre que la séniorité dans le rang - qui est synonyme d'une position universitaire stable -, ainsi que l'expérience de responsabilités administratives assez ou fortement importantes semblent attirer les universitaires de la diaspora dans le choix de leurs partenaires d'échanges lorsqu'il s'agit d'un « partenariat symétrique » ou d'une « assistance promotionnelle ». D'autres caractéristiques non consignées dans ce tableau participent aussi à ce choix. Le niveau de publication en est un. Parmi les 24 sujets concernés par les formes prioritaires d'échanges, 16

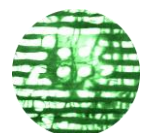


sont auteurs à titre individuel d'un ouvrage scientifique. Une autre caractéristique est la mobilité professionnelle assez élevée de ces universitaires. Au regard strict du lieu de formation universitaire, les 19 sur les 24 répondent avoir obtenu leur doctorat d'une université américaine, européenne ou australienne. Davantage, interrogés sur le niveau de leur participation à des activités scientifiques hors de leur pays d'exercice, ils répondent tous participer à ce types d'activités à l'étranger au moins deux fois par année. Qui plus est, c'est au sein de ce groupe que se retrouve exclusivement tous ceux qui ont répondu au tableau 2 avoir rencontré leur collaborateur lors d'un colloque ou d'un séjour de recherche à l'étranger.

Dernier constat significatif : parmi ces 24 universitaires, 5 seulement affirment avoir développé un « partenariat symétrique » ou bénéficié d'une « assistance promotionnelle » de la part d'un collègue expatrié originaire du même pays qu'eux. À la lumière de ces faits, on peut donc véritablement s'interroger sur le caractère décisif du pays de naissance qui a inspiré l'approche nationaliste de la plupart des théoriciens de l'option diaspora dont Meyer, Brown et Kaplan. Le lieu de naissance ne semble donc pas constituer un critère décisif, ni obligatoire pour autant que l'échange arbore les traits d'un « partenariat symétrique » ou d'une « assistance promotionnelle ». Président à ces catégories d'échanges des critères intrinsèquement universitaires dont l'excellence que les indicateurs tels que la consistance du dossier de publication, la mobilité scientifique et l'affiliation à une institution dotée d'un certain capital de visibilité sur le marché académique suggèrent.

En revanche, les données de l'enquête indiquent que la nationalité atteste d'une nette prédominance dans le cas des formes d'engagement asymétriques telles que la « co-formation » d'étudiants en Afrique, et le « concours logistique ». Sur le total des 134 cas d'échanges répertoriés, rappelons que 18 était classés dans la catégorie de la « co-formation » dont 10 qui consistent spécifiquement en la « co-direction d'étudiants ». Or dans 9 de ces 10 cas ce sont des universitaires en poste dans le pays d'origine de l'expatrié qui constituaient les interlocuteurs. Des données plus vastes apporteraient peut-être un éclairage plus précis sur cette tendance des universitaires expatriés à construire ce type de lien avec un collègue en poste dans leur pays d'origine. En l'absence de cette vaste banque de données, les théories du don permettent cependant d'y voir plus clair. Une de leurs prémisses est qu'on donne souvent aux plus proches, car ce sont ceux dont la reconnaissance compte avant tout⁴⁵. Théoriquement, les expatriés ne peuvent se permettre de rester totalement indifférents à la dynamique (ou l'absence de dynamique) de recherche dans leur propre pays d'origine. La raison en est que c'est parmi les collègues en poste dans ce pays que l'évaluation de leur contribution au renforcement de la recherche dans leur pays est le plus susceptible de provenir. La présence d'une famille proche ou éloignée laissée derrière à laquelle il convient de rendre visite occasionnellement, la tendance à faire de leur pays de naissance leur propre terrain de recherche de sorte à devoir y séjourner aussi souvent que possible, expose donc les

⁴⁵ Godelier, *op. cit.*

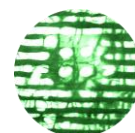


universitaires au regard, au jugement direct de leur concitoyens. Ainsi, même dans l'hypothèse d'une absence totale d'intérêt de recherche partagé avec ces collègues, les expatriés se sentent l'obligation de poser ne serait-ce qu'un acte symbolique pour attester de leur préoccupation pour leur pays de naissance et son institution universitaire. Partant, animer une séance dans le cadre d'un séminaire pendant leur séjour au pays devient une option possible et peu coûteuse en l'absence de la création d'un « partenariat symétrique ».

Conclusion

L'investissement des universitaires expatriés avec l'Afrique constitue à n'en pas douter un questionnement encore irrésolu dans les sciences sociales. Non pas tant pour sa réalité que pour les formes qu'il épouse et les critères sociologiques fondamentaux qui président à sa conception. Les hypothèses d'école ont été multipliées au cours des quinze dernières années pour éclairer cette dynamique sociologique. Mais souvent très peu de données factuelles rigoureusement préconstruites ont été mobilisées pour permettre de tester ces hypothèses. Les travaux de Jean-Baptiste Meyer et Mercy Brown sont à ce propos illustratifs. Au sortir des travaux de Meyer surtout le lecteur reste sur sa faim, qui plus est plusieurs questions méthodologiques dérangementantes en émergent. D'abord, la production même par l'auteur de la population qu'il étudie. La SANSA (South African Network of Skills Abroad) que présentent Meyer ou Brown comme l'illustration par excellence de la réalité des échanges structurés entre expatriés et leurs concitoyens restés sur le continent est créée par J.B. Meyer, chercheur français à l'Institut pour le Développement (IRD) en France, avec David Kaplan, un collègue sud-africain alors directeur du Science and Technology Policy Research Center en Afrique du Sud. En cela, la SANSA apparaît moins comme un sujet de recherche qu'un outil de recherche. Quand l'ethnologue lui-même construit de toutes pièces le village de son observation, il y a indubitablement un problème de protocole scientifique ; on peut en dire autant du sociologue qui invente son sujet d'étude. Ensuite, la population construite par Meyer et Kaplan se caractérise par une telle hétérogénéité que l'identité d'universitaire ne puisse pas la définir. À peu près seulement la moitié des membres de la SANSA (1716 sur 2259 au moment du recensement effectué par Brown en 2000)⁴⁶ sont titulaires d'une maîtrise ou d'un doctorat, dont précisément 644 titulaires d'un doctorat. Or l'exigence quasi universelle du doctorat pour l'exercice de la fonction d'universitaire fait de la SANSA davantage un réseau de Sud-Africains diplômés que d'universitaires. Enfin, les recherches de Meyer, Kaplan et Brown sur la SANSA vont rarement au-delà de l'établissement d'une intention ou volonté d'investissement en Afrique du Sud, ils ne démontrent pas suffisamment l'engagement concret envers l'Afrique du Sud. En dehors de la consultation du site web officiel du réseau, de l'inscription d'expatriés au réseau, ni les actions concrètes ni les discours de légitimation de ces actions – si elles existent – ne sont présentées et analysées.

⁴⁶ M. Brown, "The South African Network of Skills Abroad (SANSA): the South African Experience of Scientific Diaspora" in R. Barré, V. Hernández, J.-B. Meyer, D. Vinck, *Diasporas scientifiques/ Scientific Diasporas*, Paris, éditions IRD, CR-Rom, chapter 8, p. 11.



Les rares études postérieures dont le rapport Zeleza sont plus satisfaisantes à cet égard. Néanmoins, ces études souffrent aussi d'un problème majeur qui est le déficit de conceptualisation de l'investissement. Le sentimentalisme que la notion de patriotisme ou d'attachement au pays traduit dans le rapport de Zeleza semble constituer le moteur principal de l'engagement pour l'Afrique. Or tout le propos de ma communication est de montrer qu'il importe de se méfier de la mystification du patriotisme. Certes les universitaires africains de la diaspora aiment leur pays, et l'Afrique en général, certes dans les propos de beaucoup d'entre eux, il existe même une sacralisation de cet amour, mais leurs échanges avec l'Afrique se matérialisent aussi à partir d'une lecture froide des paramètres et des critères relatifs à la réussite d'une carrière professionnelle dans le système universitaire nord-américain. En conséquence, des formes d'échanges sont privilégiées qui permettent le mieux de concilier l'impératif de la carrière professionnelle et le devoir patriotique. C'est aussi par ce cadre théorique que cette communication a permis de démontrer que les échanges en direction du pays de naissance ne prévalent pas nécessairement sur les liens professionnels avec les pays d'Afrique qui jouissent d'un système universitaire plus compétitif au plan international. En définitive, il est permis de croire que la multiplication d'études comme celle-ci qui évite la généralisation et l'homogénéisation pourrait éclairer tant les États africains que les acteurs de l'Université africaine sur les moyens de bénéficier de la manière la plus optimale des ressources et idées de la diaspora universitaire pour assurer la compétitivité internationale de l'institution universitaire en Afrique, à supposer qu'elle celle-ci soit encore considérée comme la clé du développement du continent.

